



HAL
open science

Grimper, un acte politique? Réflexions sur l'escalade entre Israël et Palestine

Samuel Challéat, Nina Caprez

► **To cite this version:**

Samuel Challéat, Nina Caprez. Grimper, un acte politique? Réflexions sur l'escalade entre Israël et Palestine. 2015, pp.74-82. hal-01562956

HAL Id: hal-01562956

<https://hal.science/hal-01562956>

Submitted on 25 Mar 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Grimper, un acte politique ?

Quelques réflexions sur l'escalade entre Israël et Palestine

Fin décembre 2014, Nina Caprez, grimpeuse professionnelle, a pris la direction d'Israël afin de participer au *Festipus 2014*, un festival d'escalade organisé par l'Israel Climbers' Club. Ce voyage a été pour elle l'occasion de questionnements personnels sur la signification de sa pratique sportive, au-delà des seules performances. En l'occurrence, l'escalade – et plus généralement une activité sportive – peut-elle, dans certaines circonstances, revêtir une dimension politique ?

Grimper, un acte politique ?

Quelques réflexions sur l'escalade entre Israël et Palestine

Afin de transcrire au plus près les émotions ressenties par Nina, ainsi que l'ensemble de ses interrogations et réflexions, Samuel Challéat, géographe et photographe qui a accompagné Nina durant ce voyage, a prêté sa plume pour l'écriture de ce reportage. Le choix a cependant été fait d'écrire à la première personne pour que le lecteur lise ces lignes à travers les yeux et le ressenti de Nina.



Avant-propos

Nina et moi aurions préféré que la parution dans le numéro 168 de *Grimper* de notre article « Grimper, un acte politique ? Quelques réflexions sur l'escalade entre Israël et Palestine » n'accompagne pas une bien triste actualité dans les Territoires Palestiniens Occupés, à Jérusalem et en Israël. Il n'en est pas ainsi mais, à notre décharge, nul ne pouvait anticiper la montée en puissance, courant septembre 2015, des tensions entre l'État hébreu et la jeune génération Palestinienne. Il ne s'agit d'ailleurs pas ici de présenter quelque excuse que ce soit quant à la parution de cet article, mais bien plus de le replacer à son niveau afin que ses liens avec l'actualité géopolitique de ces territoires ne puissent en aucun cas être surestimés. Il s'agit qu'il ne soit pas lu au seul regard de cette actualité, et encore moins qu'il fasse l'objet d'une comparaison au travers de la comptabilité macabre tenue par l'éditorialité des grands médias d'actualité. Il nous faut donc le dire et l'écrire très explicitement : il n'est pas de commune mesure entre une expérience de terrain d'une dizaine de jours, comme celle relatée dans le présent article, et le vécu quotidien de l'oppression d'une guerre de colonisation. Ou, comme l'écrivait Saint-Exupéry, « Il n'est pas de commune mesure entre le combat libre et l'écrasement dans la nuit. Il n'est pas de commune mesure entre le métier de soldat et le métier d'otage. »¹.

Écrire, comme photographe, c'est choisir. Choisir et défendre un point de vue, choisir et défendre un cadrage. Mais nous n'écrivons pas que pour nous et, dès

lors, nous acceptons que l'opinion que l'on se fait à la lecture d'un reportage n'a pas moins de légitimité que l'opinion qui a présidé à sa réalisation. Ce travail d'écriture, même s'il a été mené aussi prudemment que possible et a reçu plusieurs relectures attentives et conseils précieux, sera perçu de multiples façons et devra faire l'objet de critiques. C'est « le jeu » de la publication, dont nous acceptons les règles. Nous tenons à remercier les personnes (universitaires et journalistes spécialisés dans l'histoire et la géopolitique de cette partie du monde) qui nous ont apporté des précisions que seule permet une connaissance approfondie de l'histoire et de la géographie du conflit, ainsi que du terrain. La version publiée dans *Grimper* a été, pour des raisons éditoriales, allégée de ses notes explicatives et de contextualisation. Nous souhaitons néanmoins souligner qu'elle ne trahit pas la version originale et espérons que sa compréhension n'en est pas pour autant amoindrie. Nous publions ici la version originale de l'article, avec ses notes et l'entièreté des interviews.

Samuel Challéat² et Nina Caprez³, 18 octobre 2015.

1. Antoine de Saint-Exupéry, *Lettre à un otage*, 1943.

2. Auteur correspondant (samuel.challeat@univ-tlse2.fr). UMR CNRS 5193 LISST, Université Toulouse 2 - Jean Jaurès. Site web travaux universitaires : <http://renoir.hypotheses.org>. Site web travaux photographiques : <http://www.samchalleat.com>.

3. Site web : <http://www.ninacaprez.ch>.



Je suis debout

Je suis debout, à quelques kilomètres de la « Jérusalem d'or », que beaucoup revendiquent comme étant leur « capitale éternelle et indivisible ». Plus exactement à 8 kilomètres au nord-est de la vieille ville, dans laquelle tentent de cohabiter les trois religions abrahamiques.

Je suis debout, dans le village israélien d'Anatot, qui compte à peine plus de mille habitants, arrivés là en 1982 pour les premiers. Devant moi, de colline en colline, le paysage cisjordanien s'allonge sous mes yeux. Le terrain est comme plié, froissé. De sommet pour la paix en sommet pour la paix, l'histoire récente d'Israël et des Territoires palestiniens défile dans ma tête. Elle est tout à la fois l'histoire d'un territoire de conflits et d'un conflit de territoires¹. Je ne sais d'ailleurs plus très bien si

je suis en Israël ou si je suis en Palestine. Pour arriver ici, nous sommes passés en voiture par un check point, afin de franchir le mur de séparation entre Israël et la Cisjordanie. Pourtant, aux yeux de l'État hébreux, je suis *encore* sur son territoire². Pourtant, aux yeux de l'Autorité palestinienne, je suis *déjà* sur son territoire. On m'a expliqué que l'installation, le maintien puis l'extension de cette colonie sur les terres de la Cisjordanie constituent des violations du droit international et des espaces que ce dernier reconnaît officiellement aux Territoires palestiniens occupés. Pour la communauté internationale, je suis donc bien en Cisjordanie. Mais comme l'État hébreu en contrôle directement ou indirectement plus de 90 % je suis, de fait, en Israël. L'entrée dans la colonie d'Anatot – interdite aux Palestiniens – se fait d'ailleurs en passant une autre barrière, encadrée de gardes armés. L'un d'eux pall

1. Écrire sur l'escalade avec, en toile de fond, le conflit israélo-palestinien n'est pas chose aisée. Les écrits disponibles sur ce conflit sont nombreux (ouvrages, articles, cartographies, rapports d'organisations non gouvernementales, etc.), et si personne ne peut en faire le tour, nous avons cependant souhaité que le lecteur curieux trouve dans cet article quelques références bibliographiques, qui ne peuvent être qu'utiles à la compréhension de l'histoire, des mécanismes et des enjeux de ce conflit. Par ailleurs, écrire sur le conflit israélo-palestinien depuis l'Europe de l'immédiat après-janvier 2015 – période durant laquelle la France a connu une vague d'attentats à caractère politico-religieux, allant de fanatisme et judéophobie dans l'attaque d'institutions et de lieux symboliques (journalistes de l'hebdomadaire *Charlie Hebdo*, supermarché *Casher*) – est un exercice d'autant plus délicat. Mais ce doit être aussi l'occasion de souligner que le conflit entre l'État d'Israël et la Palestine (qui est avant tout un conflit de colonisation opposant une puissance occupante à des populations tentant de résister à cette occupation pour des raisons territoriales et humanitaires) n'a que très peu de choses

– si ce n'est rien – à voir avec les actions terroristes menées par les combattants djihadistes luttant, depuis les années 1980, pour ce qu'ils définissent comme « un idéal religieux ». Ce travail d'écriture a été mené aussi prudemment que possible, et il a reçu plusieurs relectures attentives et conseils précieux. Nous tenons donc à remercier André Larceneux et Julien Bousac, qui nous ont apporté des précisions que seule permet une connaissance approfondie de l'histoire et de la géographie du conflit, ainsi que du terrain.

2. Pour être plus précis, les colonies ne sont pas considérées par l'État d'Israël comme faisant partie de son territoire dans le sens où il n'y a pas d'annexion (ces territoires sont, sur le papier dont sont faits les cartes et les accords internationaux, cisjordaniens). Il n'en reste pas moins que, dans les faits, ces « territoires disputés » en Cisjordanie sont entièrement sous juridiction israélienne et font partie intégrante, dans le vécu et le ressenti des autochtones, de la matrice territoriale d'Israël.







Le camp de base est posé à Anatot. Au loin, sur les crêtes, d'autres colonies israéliennes en territoires palestiniens occupés.

but du 20^e siècle dans les faubourgs de la ville de Jaffa – vieille ville qu'elle a depuis avalée, et dont elle a presque fait un quartier comme les autres – elle est le cœur économique d'Israël où poussent sans discontinuer les buildings des centres d'affaires que le soleil, maintenant sur l'horizon, doit teindre d'un rouge-orangé.

Je suis debout, dans la colonie israélienne d'Anatot, et j'entre de plain-pied dans la complexité d'une guerre qui ne dit pas toujours son nom et qui, bien malgré moi, me rattrape. J'en oublie presque ce pour quoi je suis là...

Tel Aviv, métropole internationale qui fait face à la mer Méditerranée.

trouille régulièrement dans la colonie, tenant précieusement son fusil mitrailleur. En ce premier jour ici je ne le sais pas encore vraiment, mais la frontière, la barrière, le mur et les contrôles vont devenir des objets omniprésents dans les paysages et les discussions de mon voyage entre Israël et Palestine...

Pour l'heure, je regarde le paysage que j'ai devant moi, à la lumière d'une fin d'après-midi hivernale. En avançant du regard, cheminant dans les vallées du désert cisjordanien, je descends sur la plaine du Jourdain. À 25 kilomètres, encore une frontière : au-delà, mes yeux entrent en Jordanie et montent sur les hauteurs d'Amman, sa capitale, à 60 kilomètres d'ici, dont les lumières commencent à s'allumer. Avec ses deux millions d'habitants répartis sur 19 collines, elle est l'une des plus vieilles villes au monde encore habitées. Dans mon dos le soleil tombe, presque droit, en direction de la Méditerranée à 50 kilomètres à vol d'oiseau, au bord de laquelle j'ai laissé ce matin Tel Aviv, grande métropole moderne¹. Construite au dé-

1. En 1930 déjà, dans son livre intitulé *Le Juif errant est arrivé* (disponible en ligne dans sa version française : <http://bit.ly/15UeUOX>), le journaliste Albert Londres pouvait, à propos de la modernité de Tel Aviv et du mouvement de sécularisation qu'il y observait, écrire les mots suivants : « D'abord vous avez pensé que Tel Aviv, si jeune, ne pouvait être qu'un noyau de maisons, une petite cité dont un regard ferait aisément le tour. La surprise gagne peu à peu votre esprit. Où vous supposiez trouver le bout du monde naît un boulevard. Les haies de maisons succèdent aux haies de maisons. [...] La colline du Printemps est tracée, sans monotonie. Rien des damiers américains. Les rues, les places, les boulevards, les avenues se rencontrent, avec fantaisie. C'est clair, large, ensoleillé, tout blanc.



C'est gai. On y sent la volonté acharnée d'oublier le ghetto. [...] Et les coiffeurs ? Celui qui conserve un poil sur la figure à Tel Aviv est un bouc obstiné. Toutes les trois ou quatre maisons un coiffeur vous appelle. C'est la révolte contre la Bible. "Ne rasez pas votre barbe", a dit le Seigneur. Sus au Seigneur ! Entrez ! Juifs de Galicie, de Wolhynie, de Lituanie, de Bessarabie, citoyens de Berdichef et d'autres chefs ! ».

Il y a quelques semaines

Il y a quelques semaines, fin octobre, je recevais une invitation pour participer au festival Festipus 2014, en tant qu'invitée d'honneur. Organisée par l'*Israel Climbers' Club* (ILCC³) – une association à but non lucratif fondée en 1979 – cette manifestation vise, chaque année, à offrir aux 500 adhérents l'opportunité de se retrouver pour grimper ensemble sur un spot particulier⁴. Le but est également d'ouvrir l'escalade à d'autres curieux qui viendraient pour la découvrir. En Israël, la « communauté des grimpeurs » représente au maximum quelques milliers de personnes. Il s'agit ici d'un sport jeune et qui connaît des difficultés pour s'institutionnaliser. Mais comme ailleurs, le développement des structures artificielles dans les grandes villes (Tel Aviv, Haïfa et Jérusalem, entre autres) s'accélère et fait croître le nombre de grimpeurs. Pour cette édition 2014, un peu plus de 200 personnes ont fait le déplacement jusqu'aux falaises d'Ein Fara, dans le Wadi Qelt, au pied de la colonie d'Anatot qui, pour la première fois, accueillait ce festival⁵. Le spot se situe dans le Parc national Ein Prat et bénéficie d'un paysage magnifique, relativement sauvegardé de l'urbanisation. Aller grimper sur des falaises faisant partie d'un parc na-

tional, quoi de plus plaisant, quoi de plus « naturel » ? Pourtant, lorsque je découvre que le parc est totalement clôturé, entouré d'un grillage surmonté de barbelés, que son entrée est payante et – « bien entendu ! » – très difficile d'accès, voire interdite aux Palestiniens alors même qu'il est entièrement situé sur leur territoire, certaines questions me rattrapent, et avec elles un certain malaise. Une fois n'est pas coutume, je souhaite partager ici ces questionnements et quelques réflexions personnelles, qui dépassent largement le cadre de l'escalade ou de l'aventure...

Quelques jours avant mon départ de Suisse le 23 décembre, j'avais posté sur ma page Facebook® l'annonce de ma venue en Israël et ma participation au Festipus 2014. Je n'avais certainement pas pris la mesure de cette annonce. Rapidement j'ai reçu plusieurs messages de grimpeurs Israéliens m'expliquant le contexte dans lequel le festival était organisé et, pour certains, me demandant explicitement de ne pas y participer afin de ne pas soutenir le « colonialisme de peuplement »⁶ mis

3. Voir le site web de l'ILCC : <http://www.ilcc.co.il>. Page Facebook : <https://www.facebook.com/IsraelClimbersClub>.

4. Si notre venue a été rendu possible par l'*Israel Climbers' Club*, la réalisation de ce reportage a également reçu le soutien inconditionnel d'Arc'teryx. Nous les remercions chaleureusement.

5. Il faut noter que, au sein de l'ILCC, le choix de la colonie d'Anatot comme lieux d'accueil de l'édition 2014 du Festipus n'est pas allé de soi et a été fortement discuté.

6. Nous renvoyons ici aux ouvrages de Shlomo Sand, historien Israélien à l'Université de Tel Aviv, et notamment *The Invention of the Land of Israel: From Holy Land to Homeland* (éditions Verso, 2009) dans lequel l'auteur montre l'utilisation des fondements mythiques de la construction nationale israélienne comme justification de la politique colonisatrice de l'État hébreu. En français – outre les traductions des ouvrages de Shlomo Sand – on pourra lire la très intéressante analyse d'Alain Gresh, journaliste au *Monde Diplomatique* : *De quoi la Palestine est-elle le nom ?* (éditions Les Liens qui Libèrent, 2010). Enfin, une grande quantité d'informations factuelles, de rapports et d'infographies peut être trouvée sur le site web de *the United Nations Office for the Coordination of Humani-*





Coucher de soleil sur les hauteurs de Ramallah, capitale des Territoires palestiniens occupés.

en œuvre militairement par Israël dans les Territoires palestiniens. Et quelques-uns me disant que, pour cette même raison, ils avaient décidé de ne pas participer au festival cette année. Avec un peu de recul, ces messages étaient nécessaires et m'ont permis deux choses. Dans un premier temps, ils m'ont tout simplement servi à prendre conscience que ce voyage en Israël ne pourrait en aucun cas être « un trip grimpe » comme un autre. Dans un second temps, ils m'ont permis d'amorcer un questionnement sur ma pratique sportive, et plus particulièrement sur la signification politique que peut prendre le sport de haut niveau dans certains contextes.

Très vite, en effet, plusieurs questions se sont posées en discutant de ce voyage avec mon entourage : peut-on dissocier une pratique sportive d'un contexte fait de difficultés politiques, territoriales et religieuses ? Cette question est d'autant plus prégnante dès lors que cette pratique est ancrée dans des espaces et des lieux contestés, comme c'est le cas en ce qui concerne l'escalade dans le parc national d'Ein Prat ou dans d'autres sites environnants, qui sur le papier sont en Cisjordanie mais qui, dans les faits, sont accaparés par Israël et deviennent des « territoires disputés », comme le sont les colonies. Est-ce que poser le pied – en tant que grimpeuse « extérieure » au(x) conflit(s) – dans un spot plutôt que dans un autre consti-

tarian Affairs – Occupied Palestinian Territory : <http://www.ochaopt.org>. On y trouvera notamment une cartographie précise et actualisée (novembre 2014) des différents territoires : http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/201411_btselem_map_of_wb_eng.pdf.

tue déjà un acte de politisation de mon activité professionnelle et, au-delà, de ma personne ? En l'occurrence, pouvais-je – pensant aller grimper en Israël – aller grimper dans les Territoires Palestiniens Occupés en gardant les yeux fermés sur les conflits qui agitent continuellement cette minuscule zone du globe depuis plus de 60 ans, et en étant hermétique à l'entreprise de colonisation mise en œuvre par l'État hébreu dans ces territoires ?

C'est ainsi qu'à trois jours du départ pour Tel Aviv, la question de participer ou non au Festipus 2014 s'est posée à moi sous un jour nouveau. Mais autant assumer. Autant aller voir, écouter, échanger, regarder. Car de toute évidence, et quelle qu'ait été ma décision, une « lecture politique » en était possible. Soit, pour les raisons éthiques évoquées, je décidais de ne pas participer et me plaçais *de facto* dans une posture politisée, soit je décidais de saisir l'opportunité du Festipus pour aller à la rencontre des grimpeurs Israéliens et écouter leurs avis, leurs positions. J'ai choisi la deuxième solution, par curiosité personnelle mais également parce que c'est celle qui me donne aujourd'hui la possibilité d'exposer mes questionnements et mon ressenti. Tenant à utiliser mon sport, l'escalade, comme un véritable moyen d'intermédiation et de rencontres, j'ai cependant demandé explicitement à David, qui avait organisé mon voyage et le superbe accueil auquel j'ai eu droit en Israël, de me mettre en contact avec des grimpeurs Palestiniens. Ce qu'il a fait avec grand plaisir. Qu'il soit ici chaleureusement remercié pour cette possibilité et cette chance qu'il m'a données ! Grâce à cela, je ne regrette pas du tout ma participation au Festipus 2014 qui, pour moi, aura avant tout été l'opportunité de faire des rencontres et de revenir avec, en tête, certes des paysages mais également « des visages, des figures »...



Des visages, des figures

Il m'est impossible de parler ici de toutes les personnes rencontrées durant ce séjour, et avec qui j'ai pu échanger, discuter et qui m'ont permis de mieux saisir la complexité de ce qu'est et de ce que signifie, aujourd'hui, être grimpeur en Israël et en Palestine. J'aimerais néanmoins vous présenter quelques visages, quelques figures, quelques grimpeurs avec qui nous avons eu la chance de partager des moments dans les rues de Tel Aviv, de Jérusalem, de Ramallah, et au pied des falaises environnantes. Bien sûr, ils vivent l'escalade différemment, à des degrés divers d'engagement, mais j'ai ressenti une seule et même volonté chez chacun d'eux : la volonté d'utiliser notre sport comme vecteur de rapprochement entre les personnes.

À notre arrivée à Tel Aviv, nous faisons immédiatement connaissance avec Or, qui se propose de nous faire découvrir sa ville. À 23 ans, il fait partie, avec son amie Netta, de l'équipe nationale d'escalade, et tourne sur le circuit des compétitions internationales de l'IFSC (l'International Federation of Sport Climbing). Il a le regard calme, franc et, lorsqu'à Tel Aviv nous passons en voiture sur Balfour Street et que Sam lui demande ce qu'il pense de « la Déclaration Balfour », il répond laconiquement : « c'est peut-être la plus grande erreur de l'histoire d'Israël »... Or fait en effet partie de cette jeunesse Israélienne qui, peut-être parce qu'elle a la chance de pouvoir voyager un minimum à l'étranger, porte un regard critique sur l'histoire de son pays et sur sa politique actuelle, tant intérieure qu'extérieure. Il fait partie d'une jeunesse qui, même si elle s'y est habituée et même si elle s'y plie, ne com-

prend plus tellement les interdictions ou les restrictions d'accès, les contrôles par l'armée, ni même l'obligation de service dans Tsahal⁷. Il fait partie des personnes qui vous disent, une pointe d'amertume ou d'usure dans la voix, qu'« Israël est un pays compliqué... » Mais c'est certainement pour ce calme et cette capacité de recul qu'il fait aussi partie des personnes qui vous donnent envie de découvrir ce pays, sa complexité mais aussi sa véritable beauté ! Après la fin du Festipus, il m'a emmenée grimper, avec quelques personnes, sur une falaise située dans un autre parc, mais interdite d'accès pour l'escalade. Après avoir traversé une colonie pour accéder à l'entrée du parc, il nous aura fallu attendre, sous une caméra de vidéosurveillance, qu'un garde veuille bien nous ouvrir la porte en croyant que nous partions pour une randonnée. La grille, le grillage, le fil barbelé, les fermetures sans raison apparente, l'interdiction d'équiper la falaise et l'interdiction d'y grimper. Voilà le quotidien des grimpeurs Israéliens dans les spots à proximité de Jérusalem...

7. « L'armée de défense d'Israël », dans laquelle tout jeune Israélien est obligé d'effectuer son service militaire. Trois ans pour les garçons, deux ans pour les filles. Au-delà des jeunes Israéliens, plusieurs programmes d'enrôlement mis en place par l'armée permettent aux jeunes juifs du monde entier de « servir dans Tsahal » (une véritable personnification de l'armée est souvent effectuée, et l'on parle alors de « servir Tsahal »). Les buts poursuivis par ces politiques d'enrôlement des jeunes juifs d'Israël ou d'ailleurs dans Tsahal seraient trop longs à détailler ici. Néanmoins, nous avons pu observer que ces politiques contribuent fortement au développement du climat ultra-sécuritaire qui règne en Israël, ne serait-ce que par le grand nombre de jeunes en tenue militaire présents dans les villes.





À quarante ans, Dario m'est apparu tel un « passeur d'escalade » qui s'attache, avec les moyens qu'il a en sa possession, à développer la grimpe en Palestine. Il fait partie d'un jeune groupe, *Wadi Climbing*⁸, fondé par deux américains, Will Harris et Tim Bruns. Cette initiative récente vise à construire deux choses indispensables à toute pratique sportive : une communauté de pratiquants, et des infrastructures. *Wadi Climbing* entend ainsi regrouper les grimpeurs de Palestine, et ouvrir la première salle d'escalade sur ce territoire. Il semble que ce projet avance bien, et que cette nouvelle salle puisse voir le jour dans l'année à venir, à Ramallah. C'est justement à proximité de cette ville que Dario m'emmène grimper car, parallèlement à ce projet de salle, lui et quelques grimpeurs Palestiniens s'attachent, depuis le mois de novembre dernier, à l'équipement d'une petite falaise à une petite dizaine de kilomètres au nord-est de la capitale palestinienne. Toujours à la recherche de nouvelles falaises à équiper, il semble qu'ils aient trouvé là de quoi ouvrir de belles lignes : le calcaire y est magnifique, compact et de grande qualité et rappelle, tant par sa structure que par ses couleurs, celui de Céüse. Un petit secteur déversant et avec quelques colos permet d'y entrevoir encore quelques belles ouvertures dans les mois à venir ! C'est donc ici, à *Ein Yabrud*, qu'un petit groupe de grimpeurs de *Wadi Climbing* m'a accueillie, pour une journée de grimpe et surtout de partage et de discussions. Car ce n'est pas tant moi qui ait grimpé : j'ai surtout eu le plaisir de faire découvrir la grimpe à quelques personnes qui n'avaient jamais essayé ce sport.

Parmi elles, je n'oublierai pas Tariq, jeune Bédouin pour qui cette première expérience de l'escalade fut un succès. Je n'oublierai pas non plus la façon dont il a tenu à me remercier, suivant la grande tradition d'accueil de ces éleveurs « fils de la steppe »⁹. Repas et nuit dans le campement de sa tribu bédouine nous ont en effet aidés, c'est certain, à mieux comprendre leur ressenti, notamment les sensations de domination et de fractionnement du territoire par les colonies et les infrastructures israéliennes. Nous avons ainsi passé la nuit enserrés entre l'autoroute 1, qui traverse de part en part l'ensemble israélo-cisjordanien, la colonie *Kfar Adumim* et la zone commerciale israélienne *Mishor Adumim*, en plein coeur d'espaces autour desquels l'extension du mur de séparation est d'ores et déjà prévue¹⁰. Ainsi – et comme c'est le cas de nombreux peuples nomades ou semi-nomades de par le monde – les Bédouins de Cisjordanie, établis ici depuis plusieurs siècles avant l'ère chrétienne, semblent contraints à un exil permanent, et l'on parle désormais de « transfert » des communautés habitant à l'est de Jérusalem vers de nouvelles villes, dans la vallée du Jourdain¹¹.

8. Site web de *Wadi Climbing* : <http://wadiclimbing.com>. Page Facebook : <https://www.facebook.com/wadiclimbing>. *Wadi Climbing* est une initiative à but non lucratif, basée sur le bénévolat. Afin de développer leurs activités, ils recherchent tout type de matériel d'escalade, et tout partenariat qui pourrait être utile à la promotion de l'escalade en Cisjordanie. Les personnes souhaitant soutenir cette initiative peuvent contacter Dario Franchetti à l'adresse suivante : franchetti.dario@gmail.com.

9. Le mot « Bédouin » dérive du mot arabe « *Badiya* » qui, en français, renvoie à la steppe.

10. Voir la cartographie : http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/201411_btselem_map_of_wb_eng.pdf.

11. Concentrer les Bédouins dans quelques villes, reniant ainsi un mode de vie et une culture tout



Mais entre la jeunesse d'une Tel Aviv débordante d'ardeurs économiques et la jeunesse bédouine installée dans des campements de fortune le long de l'autoroute 1, il existe bien sûr un éventail complet et complexe de personnes et de personnalités, que je ne prétends nullement présenter de façon exhaustive dans ces quelques lignes ! Et puis viennent s'y ajouter des expatriés, venus là pour le travail par exemple. Selim et Elsa, tous deux français, se sont ainsi retrouvés à Jérusalem, après qu'Elsa ait choisi d'accepter un post-doctorat dans une des universités de la ville. Selim, lui, y prépare un doctorat. Les carrières universitaires sont ainsi faites qu'elles habituent à ces greffes géographiques parfois inattendues et, de leur propre aveu, un passage par Jérusalem n'était pas du tout dans leur plan de vie. « Mais après tout, pourquoi pas ? » La rencontre de Selim durant le *Festipus* a été importante. Pouvoir bénéficier du regard d'une tierce personne, tout à la fois « extérieure » mais également plus au fait de l'histoire récente et des évolutions du conflit que je ne pouvais l'être, m'a permis tout à la fois de démêler les préoccupations des uns et des autres et de profiter d'avis nuancés.

entière, est la dernière forme d'un processus initié dans les années 1970 et « visant à limiter leur pâturage, restreindre leurs migrations et leur refuser de construire des habitations permanentes là où ils vivent depuis des décennies. » (Amira Haas, *Israeli government plans to forcibly relocate 12,500 Bedouin*, in *Ha'aretz*, 16 septembre 2014. Article en ligne : <http://www.aurdip.fr/israeli-government-plans-to.html>). Et Israël d'argumenter qu'il faut bien étendre les colonies – et donc le « mur de protection » – puisque le taux de fertilité de la population Israélienne et le « manque de territoires plus à l'ouest » le « justifie ».

Durant le *Festipus* 2014, les jeunes bloceurs israéliens n'ont pu s'exprimer sur les rochers, priés par un garde armé de quitter la zone et de rejoindre les falaises, sous peine d'amendes.



À gauche : Nina dans l'une des voies du Parc national d'Ein Prat.



À droite : Nina sur la falaise d'Eine Yabrud, en Territoires palestiniens occupés.



Tariq, jeune Bédouin Palestinien dont le campement se situe sur un territoire menacé par l'extension de la barrière de séparation, à l'est de Jérusalem. Après avoir été initié à l'escalade par Nina, Tariq nous a fait découvrir ces espaces, en plein désert cisjordanien.

De part et d'autre

Cela fait maintenant plusieurs semaines que je suis revenue en Suisse, mais certaines questions restent en suspens. Non parce qu'elles ne trouvent pas de réponse, mais parce qu'elles nécessitent – et méritent ! – une prise de recul avant que je puisse me positionner et y répondre. Ces questions sont venues à moi, bien plus que je ne suis allée les chercher et les provoquer. Avec elles, c'est bien le conflit dans son ensemble qui m'a rattrapé, et ce pour plusieurs raisons. J'en citerai quatre que j'ai pu clairement identifier, tout en gardant à l'esprit qu'il est certaines sensations, certains ressentis que j'ai – encore aujourd'hui – bien du mal à traduire en mots. La première raison, déjà développée, tient au lieu dans lequel était accueilli ce *Festipus 2014* – quelles significations peut prendre l'acte de s'installer sur un territoire qui n'est pas le sien ? La deuxième relève de l'omniprésence du conflit dans les discussions et les inquiétudes des grimpeurs Israéliens qui nous ont accueillis. Toujours le conflit revenait, lui qui insidieusement s'est imposé comme socle structurant les sociétés de part et d'autre du mur. Côté israélien, il structure l'image qu'une partie de la jeunesse a de son propre pays : « vous n'avez pas eu trop peur lorsqu'on vous a demandé de venir en Israël ? », « votre entourage n'a pas eu peur lorsque vous leur avez dit que vous alliez en Israël ? »... Combien de fois ces questions nous ont été posées, et comment se construit-on avec une telle image de son pays, aux limites de la culpabilité¹² ? Côté palestinien, le conflit structure un

mélange de déception – déception d'être « lâché » par les voisins, déception d'être « lâché » par la communauté internationale – et d'envie de vivre – mais de vivre « normalement », sans *check point* à passer matin et soir pour se rendre à l'université. Osciller entre ces deux sentiments n'apporte ni le calme ni la paix, mais bien plutôt le besoin de résistance et l'envie de revanche, avec toutes les formes – y compris armées – que celles-ci peuvent prendre. La troisième procède d'une violence symbolique qui, même si je la connaissais en mots ou en images, a pris une ampleur différente lorsque je m'y suis trouvée matériellement et physiquement confrontée. Cette violence symbolique est celle de la séparation, qui trouve le paroxysme de son expression matérielle dans le mur de séparation, mais qui s'immisce jusque là où je ne l'attendais pas forcément. J'étais ainsi loin d'imaginer, par exemple, les parcs nationaux et les parcs naturels comme des sortes d'avant-postes du processus colonial ou comme des moyens de sécurisation des ressources en eau... Enfin – et la quatrième raison découle de la précédente –, cette fragmentation entraînent inéluctablement l'impossibilité d'une connaissance mutuelle entre Israéliens et Palestiniens. J'ai compris bien vite, en effet, qu'une des stratégies mises en œuvre dans l'évitement d'une résolution du conflit est cette séparation minutieuse entre Israéliens et Palestiniens. Rien n'est fait pour que ces deux voisins puissent se rencontrer, tout est fait pour qu'ils ne puissent que s'évi-

12. Il nous faut préciser ici que les personnes rencontrées ne sont certainement pas représentatives de l'ensemble de la population Israélienne : comme dans beaucoup d'autres pays, il semble

qu'une large majorité de la « communauté des grimpeurs » partage les valeurs trouvées plutôt à gauche de l'échiquier politique.



PEACE
STEPS
PALESTINIAN
HAND
CRAFTS



Carte des frontières
autour de Jerusalem.

ter. Le culte de la séparation, de la frontière, du *dedans* et du *dehors* est ici poussé à l'extrême, sous couvert de raisons sécuritaires.

Dans ce contexte, choisir d'être mobile, choisir de se déplacer, ou encore « essayer de passer » sont des actes de quasi résistance à une politique de fragmentation et d'émiettement des territoires. Les espaces – et plus particulièrement les espaces « naturels » dans lesquels se trouvent les quelques sites d'escalade – et les lieux ne servent pas seulement, ici, de support physique au conflit mais sont *objets* du conflit. Ils sont les parties concrètes, quotidiennement visibles et vécues d'un processus d'éviction de certaines populations, depuis la *Nakba*¹³ jusqu'aux actuels projets d'extension du mur en direction d'espaces dits « vides », mais dans lesquels j'ai pu rencontrer les Bédouins, dont l'horizon paraît bien incertain. Dès lors, on comprend que le contrôle de ces lambeaux de territoires passe *aussi* par le contrôle des activités qui s'y déroulent. Et l'escalade en est une. C'est ainsi que les Palestiniens que j'ai pu rencontrer n'ont pas la possibilité de venir grimper sur les falaises situées dans les territoires sous contrôle israélien (parcs nationaux inclus), et que les Israéliens ne peuvent se rendre sur la belle falaise à proximité de Ramallah. Ainsi, certaines barrières sont hermétiques, pour les Palestiniens

13. Littéralement « la catastrophe », l'exode forcé – par la fuite ou par l'expulsion – de la population Arabe Palestinienne durant la Guerre israélo-arabe de 1948, à la suite de la Déclaration d'Indépendance de l'État d'Israël. On estime entre 700 000 et 750 000 le nombre de Palestiniens expulsés ou exilés durant cette guerre.

comme pour les Israéliens, lors même qu'ils souhaiteraient se rencontrer et partager des moments d'escalade sur une seule et même falaise. Mais il faut souligner qu'une grande dissymétrie n'en reste pas moins observable. Si les Israéliens ont la possibilité de sortir de leur pays pour aller grimper à l'étranger par exemple, il n'en va pas de même pour les Palestiniens : entrées et sorties des Territoires palestiniens occupés sont sous contrôle d'Israël, dont chaque soldat semble prendre ce rôle très à cœur...

Alors oui, il est des espaces où, lorsque l'on se permet – parce que l'on a la chance de détenir un passeport étranger – d'aller grimper sur telle ou telle falaise, l'escalade peut revêtir une signification politique. Car il est des lieux où *tout* acte peut très rapidement avoir une signification et une portée politique. Sans même que l'on ait voulu cette signification, sans même que l'on ait cherché à donner une quelconque portée à cet acte. Et s'il est certes très difficile – mais pas impossible ! – de s'arroger le droit de juger, de l'extérieur, les pratiques d'un État, je pense qu'il faut cependant s'approprier le devoir d'observer, d'échanger et d'essayer de comprendre. Éviter de prendre part personnellement à ces questions, c'est détourner les yeux de difficultés vécues au quotidien par les personnes, d'un côté ou de l'autre du mur de séparation. Comme tous les autres, les grimpeurs Palestiniens et Israéliens ne sont en aucun cas « hors du monde » politique. Je ne pense pas ici à une définition restreignant la politique à la pratique du pouvoir, mais bien à la participation politique comme réflexion de tout un chacun sur les sociétés. Et ici plus qu'ailleurs, l'acte d'aller équiper, d'aller grimper sur une falaise plutôt que sur une autre, d'avoir à se plier à des contrôles d'identité et à des sanctions financières au pied des blocs devient un acte politique.

Enfin, et dans un tel contexte, la « non politisation » du sport semble un mythe bien difficile à soutenir. Car c'est un exercice d'équilibriste que de se tenir debout sur le faite d'un mur. C'est une position artificielle qui ne dure qu'un temps et, inéluctablement, arrive le moment où l'on redescend et où il est plus « simple » – plus reposant, peut-être ? – de se positionner d'un côté ou de l'autre. La dichotomie est certainement trop radicale, trop nette, trop tranchée. Mais c'est la morphologie même de ce qu'est un mur ou une barrière qui semble pousser, en permanence, à « choisir son camp ». Bien sûr, un passeport français ou suisse permet de passer, d'aller et venir d'un côté ou de l'autre – ce que ne peuvent ni les Palestiniens, ni les Israéliens – et d'entretenir, un temps, un semblant d'objectivité. Mais un temps seulement, car au détour d'une discussion à l'heure d'une année finissante, arrive le moment où l'on ne veut plus – peut-être n'en a-t-on simplement plus la force ? – s'évertuer à poursuivre une soi-disant « objectivité ». Arrive le moment, à Tel Aviv, où l'on assume de dire à l'ami qui vous accompagne « j'étais plus en accord avec moi-même de l'autre côté »...



« Tout peut être arrangé »

Ce voyage entre Israël et Palestine a exigé de moi beaucoup d'énergie et, surtout, il m'a poussée à aller puiser dans des ressources qui ne sont peut-être pas celles habituellement mobilisées dans mon sport. Il m'aura même fallu mettre l'escalade de côté un temps durant, afin de laisser ma curiosité personnelle et mon envie de comprendre les problématiques locales prendre le dessus. Pourtant, en faisant de la sorte, je ne pense pas avoir appauvri le sens de mon métier. J'ai toujours relié mon escalade à l'idée de découverte, et je suis aujourd'hui intimement persuadée que cette découverte ne peut se cantonner aux spots, aux lignes, aux voies toujours plus difficiles et aux performances qui leurs sont associées. Je pense qu'il faut savoir délaissier, parfois, ces performances pour ne pas s'enfermer dans une pratique élitiste du sport. Et, lorsque l'on part à la découverte d'autres pays, ne pas voyager avec pour seul but de changer de lieu, mais bien avant tout pour découvrir l'autre et changer d'idées. Mais pour ne pas se perdre soi-même, cela demande un minimum de personnalité. Je pense avoir toujours, dans ma vie, cherché à provoquer la rencontre et à transmettre du bonheur plutôt que de la lassitude. J'ai reçu, dans l'accueil qui m'a été fait en Israël comme en Palestine, énormément de chaleur et d'empathie, et je remercie ici toutes les personnes rencontrées et qui ont fortement contribué au plaisir de ce voyage. J'espère qu'il a été l'occasion de montrer que l'escalade est un sport à fort potentiel d'échange et de médiation. Montrer également – et il ne s'agit en aucun cas de fermer les yeux – que tous ces

sujets de pouvoirs politiques et de tractations diplomatiques ne sont pas l'alpha et l'oméga de nos vies.

On sent d'ailleurs que la jeunesse – Israélienne comme Palestinienne – regarde et juge d'éventuelles améliorations non pas à la lumière de la signature d'énormes « accords de paix » ou d'engagements diplomatiques – trop rarement respectés jusqu'à présent – au retrait des Territoires occupés d'un côté ou à la lutte contre les mouvements islamistes radicaux de l'autre, mais bien plus à l'aune des facilités quotidiennes et de la réduction des entraves subies, notamment des entraves au déplacement. Je garde en tête les paroles de Rony, une grimpeuse m'expliquant en substance que si Israël était en paix avec ses voisins, alors les grimpeurs Israéliens pourraient aller grimper beaucoup plus facilement dans bon nombre de pays environnants. C'est à ces petites choses très concrètes que de nombreuses personnes aspirent, d'un côté comme de l'autre du mur. Et si les Palestiniens n'étaient pas assignés à résidence par une puissance occupante et forcés à l'immobilité dans des miettes de territoire¹⁴, les falaises du nord d'Israël, les parcs nationaux situés en

14. L'Accord intérimaire sur la Cisjordanie et la Bande de Gaza, souvent appelé Accord d'Oslo 2 et signé en 1995 par Yitzhak Rabin alors Premier ministre d'Israël et Yasser Arrafat, président de l'Organisation de Libération de la Palestine, morcelle la Cisjordanie en confettis de trois types. Les zones A, comprenant les zones urbaines cisjordanaises, sont sous contrôle civil et militaire palestinien; elles représentent 2 % du territoire. La zone B, comprenant les villages cisjordanais, est sous régime mixte avec un contrôle civil palestinien et un contrôle militaire conjoint – ce qui ne signifie pas



Cisjordanie ou les quelques spots dans le Néguev pourraient alors devenir – ou redevenir – des lieux de rencontres et d'échanges, plus que des petits bouts d'enjeu d'un conflit armé.

Car enfin ! Il doit bien être possible de construire et de développer autre chose qu'un mur ou des rouleaux de barbelés entre Israël et la Palestine ! Il doit bien être possible pour chacun d'y construire des rêves, d'y développer des projets ! Me revient l'image de ce vieil homme près de Tel Aviv, face à la mer, avec qui j'ai partagé un moment, le temps d'un coup de main. Il construit une maison faite de bric et de broc. Une maison qui n'est pas pétrie d'un matériau unique, mais bien d'une multi-

pour autant un partage équitable – entre Israël et l'Autorité palestinienne ; elle représente 26 % de la Cisjordanie. Enfin, la zone C – 72 % du territoire cisjordanien – est la zone exclusivement sous contrôle israélien, qui comprend les colonies, des implantations militaires et la vallée du Jourdain. L'Accord Oslo 2 prévoyait pour Israël des phases de retraits successifs des territoires de la zone C, et leur transfert progressif sous juridiction palestinienne. Dans les faits et aujourd'hui encore, 99 % des territoires des zones C restent fermés ou fortement difficiles d'accès pour les Palestiniens : 68 % sont réservés pour les colonies israéliennes, 21 % sont des zones militaires, et 9 % sont des « réserves naturelles », inaccessibles aux autochtones. Nous renvoyons ici à la cartographie – magistralement démonstrative ! – de Julien Bousac, *État-Archipel de Palestine*, que nous reproduisons en fin d'article avec son aimable autorisation. Par une vue de l'esprit, permise par l'interprétation cartographique (jamais aucune carte ne sera objective, alors autant utiliser la subjectivité pour mettre du discours et des idées dans la cartographie), il y représente le morcellement des Territoires palestiniens sous le coup du tracé des routes israéliennes, des colonies, des *check points*, etc. On y découvre une myriade de petits bouts de terres émergés dont on est bien en peine d'imaginer qu'ils puissent désormais former un État viable.

tude d'objets divers et variés, récupérés de-ci de-là ou trimbalés jusqu'à lui par les courants marins. Avec tout cela il essaye, teste des agencements, des matériaux, des liants. Mais lorsque cela ne fonctionne pas, lorsque la solidité de son ouvrage est mise en péril, il ne s'entête pas à recommencer en suivant le même plan, encore et toujours. Il le change, le fait évoluer et, par là, c'est lui-même qu'il entraîne dans ce mouvement évolutif. Il tient compte des défauts et des forces de ce qui constitue *déjà* sa maison. Jusqu'à trouver une solution pour assurer la cohésion de l'ensemble.

Bien sûr il ne peut s'agir de trouver personnellement *la* solution, mais bien plus de se donner les moyens d'essayer de comprendre et de ne pas fermer les yeux. Chacun a le droit de le faire, lors même qu'il est de passage, lors même qu'il est un simple grimpeur. Je repense aux paroles de Berl, le personnage principale du film israélien *Épilogue*, d'Amir Manor : « On peut arranger ça. Tout peut être arrangé. Même si ce n'est pas par nous. Même si ce n'est pas pour nous. Tout peut s'arranger. » Alors peut-être pouvons-nous espérer que, dans un avenir pas si lointain et délaissant d'aller « Boire la mer à Gaza »¹⁵, Israéliens et Palestiniens pourront aller voir la mer à Gaza... Ou bien se retrouver au pied d'une seule et même falaise, pour y parler ensemble d'ouverture et d'ascension.

15. Nous faisons ici référence à l'excellent livre et recueil d'articles d'Amira Hass (journaliste Israélienne au quotidien national *Ha'aretz*), *Boire la mer à Gaza* (2001, éditions La Fabrique). En hébreu, l'expression « va à Gaza ! » signifie « va au diable ! ». En arabe, et pour signifier la même chose, l'expression devient : « va donc boire l'eau de la mer à Gaza ! ».

Regards de grimpeurs locaux

Sélim, un Français de 28 ans, effectue ses études doctorales à Jérusalem. Il a quitté Grenoble et est venu habiter Jérusalem avec Elsa, son amie, qui y poursuit un post-doctorat. Grimpeur depuis plus de 15 ans, principalement en falaise, il nous donne son regard « extérieur » sur l'escalade en Israël et en Palestine et sur les difficultés rencontrées par ses pratiquants.

« Je suis là pour quelques années, et je grimpe là où je suis. Ça n'est peut être pas ici qu'on trouvera les plus belles voies du monde, mais grimper en Israël ou en Palestine m'a permis de rencontrer plein de gens. C'est un moyen de discuter avec des grimpeurs qui ont des opinions politiques différentes des miennes et c'est en écoutant les points de vue de chacun que l'on arrive à mieux cerner l'ampleur du conflit ! L'escalade est un sport relativement nouveau ici. C'est intéressant de rencontrer d'autres communautés de grimpeurs qui ont parfois une autre vision de l'escalade. En Israël, plein de nouvelles salles de bloc ont vu le jour et l'escalade en falaise (ainsi qu'en salle) est plutôt synonyme de gros devers et de gros bras ! En Palestine, c'est un peu l'inverse. Deux falaises ont été équipées récemment et tous les weekends des dizaines de jeunes s'initient d'abord à l'escalade en extérieur en attendant qu'une SAE ouvre à Ramallah l'an prochain.

À certains endroits en Israël, l'autorisation d'équiper est très difficile – voire impossible – à obtenir, pour des raisons plus politiques qu'écologiques ! Certains sites sont librement accessibles, alors que pour d'autres il faut passer des *check points*, traverser une colonie ou payer un droit d'entrée dans un parc national. Il n'y

a pas longtemps, j'ai eu droit à une amende de 350 Shekels (80 Euros) pour avoir grimpé sur un secteur non autorisé... mais non signalé comme interdit ! Le poids du conflit est palpable jusque dans l'escalade, mais souvent dans des détails. Pour l'anecdote, j'ai vu une fois un grimpeur, en falaise, avec une arme accrochée à son porte-matériel, entre deux dégaines. Autre exemple, le passage par une colonie pour entrer dans un parc pour accéder à un spot est pénible : ne pas ressembler à un israélien suppose un contrôle d'identité agressif par le gardien. Je ressens aussi chez les grimpeurs israéliens un inconfort ou une peur d'être trop proche des palestiniens quand ils vont à *Ein Farah* (même s'ils considèrent totalement normal l'existence de ce parc national israélien au delà de la ligne verte). Il y a aussi certains sites en territoires palestiniens accolés à des colonies (*Beit Arye*, par exemple) : c'est un acte de colonisation puisque les israéliens y viennent et que les palestiniens n'y sont pas autorisés.

Maintenant, il faut quand même considérer que je vis à Jérusalem et que la promiscuité entre Palestiniens et Israéliens fait de ce coin l'un des plus tendus du pays. Quelqu'un vivant et grimant en Galilée voit probablement les choses autrement. L'acte de grimper, en Israël ou en Palestine, revêt donc une dimension politique indéniable, surtout si on grimpe sur un site en territoire occupé où les conditions d'accès ne sont pas les mêmes pour un israélien ou un palestinien. Je pense que c'est important d'être conscient de où on met les pieds. Après on peut aussi voir les choses dans l'autre sens. Pour moi, l'escalade peut aussi permettre de s'échap-





per de ce contexte politique qui est suffisamment présent dans la vie de tous les jours. Et avec un peu d'espoir on pourrait imaginer dans quelques années des israéliens et des palestiniens grimper ensemble sur une même falaise ! En tout cas, les équipiers sont tous des passionnés d'escalade qui font un super boulot pour développer ce sport dans la région. Avec un peu de chance, ils trouveront à équiper des dalles et sortiront des salles de muscu ! »

David, 50 ans, a commencé à grimper il y a bientôt quatre ans, en suivant la trace de son fils Eliav, passionné d'escalade. Israélien, habitant de Tel Aviv, il insiste sur la distinction qu'il devrait y avoir entre l'escalade et les « jeux » politiques. Il résume les difficultés du développement de ce sport dans une formule bien trouvée, qui transcrit les rapports qu'entretiennent les autorités israéliennes avec l'espace et son contrôle : « Partout dans le monde, la règle générale concernant l'escalade est "tu peux grimper où tu veux, excepté là où c'est interdit" ; assez étrangement, en Israël, cette règle est inversée et devient "il est partout strictement interdit de grimper, sauf là où c'est autorisé" »...

« Selon moi, l'escalade est un sport sans frontière. Grimper en Israël, dans les Territoires Palestiniens ou bien en France ou au Népal, ça devrait être la même chose ! Je me sens tout à la fois privilégié mais également humilié d'avoir personnellement cette possibilité de grimper partout, et je crois que cette liberté qui m'est accordée devrait être – *doit* être ! – la norme pour tout le monde, indépendamment de la politique, des conflits, des différences ! Le plaisir de grimper devrait être donné à tout le monde : se rencontrer, apprendre à connaître des gens merveilleux, de tous horizons, créer des liens avec eux et leur montrer que l'on se soucie d'eux. Alors même si je ne sais pas vraiment à quel niveau un vieux bonhomme comme moi, tout à la fois nouveau venu dans la communauté des grimpeurs et novice dans ce sport, peut contribuer au développement de l'escalade, j'essaie de le faire ! Mais il y a ici beaucoup de personnes, toutes bénévoles, qui contribuent bien plus fortement que moi à ce développement : je pense à Nimrod Nachmias, le président de l'ILCC, aux grimpeurs qui équipent les falaises, tentent d'obtenir les autorisations d'accès, et à ceux qui essaient de construire des ponts avec les grimpeurs Palestiniens.

La grimpe en Israël est particulière. Partout dans le monde la règle générale concernant l'escalade est "tu peux grimper où tu veux, excepté là où c'est interdit" ; assez étrangement, en Israël, cette règle est inversée et devient "il est partout strictement interdit de grimper, sauf là où c'est autorisé". Cette inversion de la logique nous cause énormément de problèmes, au premier rang desquels se trouve une sorte de criminalisation du grimpeur. Du fait des interdictions, l'escalade se pratique toujours hors des sentiers battus, et est considérée comme une activité destructrice de la nature par des autorités aux conceptions archaïques. Nous devons régulièrement payer des amendes, et nous sommes parfois mis en détention et interrogés, harcelés ou diffamés. Or et moi-même avons déjà été arrêtés et interrogés à propos d'une voie qui avait été équipée 5 ans auparavant ! Les grimpeurs qui équipent (je pense à Gili, Moti, Ofer, Max ou encore Valeri, pour n'en citer que quelques-uns) ont constamment des amendes à payer, et voient leur matériel confisqué. Les choses vont parfois plus loin : par exemple, à la suite d'une manifes-



tation pacifique de la communauté des grimpeurs, 21 participants ont été arrêtés, au hasard, et ont été inculpés devant les tribunaux...

Personnellement, je refuse d'être contraint par des frontières – qu'elles soient géographiques, culturelles ou politiques – qui nous sont imposées par notre gouvernement nationaliste, de la droite ultraconservatrice. Une sorte de "loi supérieure" prime selon moi, une loi morale. Elle me donne le droit d'aller grimper n'importe où en Israël et en Palestine, tout comme je peux aller grimper en Grèce, en Espagne ou ailleurs ! Et je me bats pour que toute personne ait ce droit, y compris les Palestiniens. L'escalade nous parle de nature, de camaraderie, de communauté, de préservation, de persévérance, d'intégration et d'empathie. Elle nous pousse à tendre la main et à ouvrir notre cœur. Alors peut-elle avoir une signification politique ? Bien sûr, elle peut être traînée dans la boue des affaires politiques, mais ça ne devrait pas être le cas. La communauté des grimpeurs Israéliens, même si elle est dynamique, est relativement petite. Celle des grimpeurs Palestiniens est minuscule. Il suffirait de pas grand chose pour que toutes les deux sombrerent dans le cloaque des conflits, alors même que l'escalade devrait être une passerelle pour la paix et un point d'ancrage solide pour le respect mutuel. Mais pour cela, il faut que chacun ait les mêmes droits. Il faut donc que les Palestiniens puissent être maîtres de leur propre vie, de leur propre destin. »

Peinture de Banksy sur
un fragment du mur de
séparation. Bethléem,
Territoires palestiniens
occupés.



Nina, dans un bus palestinien, entre Ramallah et Jérusalem. Lorsque trop de questions s'accumulent en peu de temps, une certaine forme de fatigue peut vite arriver, qui vous plonge entre doutes et abattement.

Une tasse de thé chaud partagée avec Or, jeune grimpeur Israélien, ultime réconfort contre le froid au pied de la falaise.

À 23 ans, et avec 14 années de pratique derrière lui, Or est l'un des grimpeurs internationaux membre de l'équipe Israélienne d'escalade. Ce statut lui permet d'avoir une vision globale de l'escalade, de part ses voyages pour les différentes étapes de Coupes du Monde ou pour les Championnats du Monde. Vous pourrez d'ailleurs le retrouver cet été, sur les étapes de Chamonix et de Briançon. Cette position lui permet également de nous parler des difficultés d'institutionnalisation que connaît l'escalade en Israël.

« Vivre en Israël signifie ni plus ni moins vivre dans un pays en conflit permanent. Israël n'a pas de frontière clairement établie et, au niveau de ses institutions, ne semble pas connaître les bonnes manières. En tant qu'État, Israël n'a pas encore tranché entre la religion et la laïcité, entre le conflit et la démocratie. Apparemment, plus de 60 années de conflit ne lui suffisent pas. Il serait temps, pourtant, qu'Israël reconnaisse sa responsabilité dans ce qu'il s'est passé il y a 67 ans, et essaie d'en corriger les conséquences. Mais pour cela, il faudrait admettre que la religion n'a pas sa place dans la politique... »

Grimper ici – tout comme y vivre – c'est être pris en tenaille entre des extrémismes, d'un côté comme de l'autre. Grimper ici révèle des choses qui ne sont pas montrées aux informations, et il est parfois dangereux d'aller grimper en extérieur ! Le danger n'est pas forcément direct, physique, mais il survient plutôt par l'intermédiaire de ce que tu représentes en tant que grimpeur. Et dès lors qu'il s'agit de représentations il n'est plus question de la vérité de tes actes, ou de ta véracité, mais bien

plus de préjugés qui entrent en jeu et gouvernent les discussions. Et comme en Israël un grimpeur est perçu comme une menace, on imagine aisément l'issue de ces discussions : amendes, confiscation du matériel pour les équipeurs, quand ce n'est pas un passage devant les tribunaux.

Du point de vue institutionnel, l'escalade a bien du mal à s'installer dans le paysage du sport israélien. Pour le moment, nous n'avons plus de fédération suite à des affaires de corruption. Du coup, et même si je fais partie de l'équipe nationale, j'ai énormément de difficultés à financer mes voyages pour me rendre sur les compétitions à l'étranger. Nous avons quelques aides de la part de l'association des sports olympiques, mais ils ne peuvent pas nous aider pleinement à cause de l'absence d'une représentation fédérale de l'escalade. Nous sommes en train d'essayer de structurer une nouvelle fédération, et malgré l'absence de budget nous espérons y arriver ! À ce propos, nous serions plus qu'heureux d'avoir des conseils et des échanges de pratiques et de compétences avec des pays plus expérimentés en la matière ! Ça nous aiderait à atteindre notre but : une belle équipe d'escalade qui pourrait ouvrir la route à une véritable équipe nationale. Je pense que nous sommes sur la bonne voie. »

Valeri Kremer est certainement la grimpeuse Israélienne la plus connue actuellement sur le circuit des compétitions internationales. Elle a commencé à grimper à 14 ans, et en a aujourd'hui 24. Jusqu'à 20 ans, c'est la diff' qui retient toute son attention, mais depuis quelques années elle se consacre exclusivement au bloc. Étudiante à Tel Aviv, elle ne bénéficie pas de la proximité immédiate des spots pour grimper en extérieur autant qu'elle le souhaiterait et est également restée, jusqu'à peu, relativement éloignée des préoccupations et questionnements relatifs au conflit israélo-palestinien.

« Je grimpe essentiellement en salle. Non pas parce que je n'aime pas grimper dehors – bien au contraire, j'adore la nature ! – mais parce qu'étudiante en parallèle, je ne peux pas consacrer autant de temps que je le souhaiterais à l'escalade. Et puis l'escalade, ici en Israël, n'est pas encore un sport dont la pratique est bien installée et acquise. En extérieur, on a à peine quelques spots « normaux » en comparaison de ce que l'on peut trouver en Europe, en Amérique ou dans le reste du monde. Et il faut ajouter à cela le fait que l'Israel Nature and Parks Authority [l'organisme d'État chargé de la gestion des parcs nationaux et des réserves naturelles, ndlr.] est très stricte et mène la vie dure aux grimpeurs, en limitant très for-





tement, voire en fermant l'accès aux spots. Du coup, dans les territoires israéliens, il y a juste deux ou trois spots dans lesquels je peux prétendre trouver des projets à travailler dans mon niveau. Certains de ces spots sont assez loin, et l'un d'entre eux est interdit d'accès plusieurs mois par an pour protéger la nidification. Donc quand tu mets tout ça bout à bout, tu finis souvent par te rabattre vers les salles ! Il faut quand-même souligner que l'ILCC travaille à améliorer l'accès aux différents spots, ainsi que leur équipement. Ils font un énorme boulot !

Il y a une falaise que je trouve magique, mais qui se situe dans les territoires palestiniens : Ein Fara, dans le parc d'Ein Prat. C'est là que l'ILCC a choisi d'organiser le Festipus cette année, et ça a déclenché pas mal de discussions au sein du club. C'est l'un de mes spots favoris, tant pour la beauté du site que pour le style de grimpe que l'on y trouve. Personnellement je ne suis pas très à l'aise avec l'occupation israélienne de ces territoires, mais c'est une chose nouvelle pour moi que d'être consciente de cela : il y a encore un an, je n'avais pour ainsi dire aucune opinion politique. Quand j'étais adolescente je pensais exclusivement à l'escalade, je voulais juste aller grimper à l'extérieur, et Ein Fara étant le plus beau spot à proximité de Tel Aviv je n'allais pas chercher plus loin, je ne pensais pas à la signification politique que ça pouvait avoir ! Ça n'est qu'à la suite de la guerre de juillet et août 2014 que j'ai commencé à réfléchir à ce sujet. Et pour être honnête je ne sais toujours pas aujourd'hui comment me positionner exactement. Je n'ai pas une si grande variété de choix pour grimper dehors donc je vais là-bas, mais sans aucune intention de faire du mal à qui que ce soit. En ce moment je n'y vais pas beaucoup, justement parce que j'ai pris conscience de tout ça, mais je n'ai pas cessé d'y aller pour autant. Bien sûr, j'aimerais que la réalité soit toute autre, j'aimerais que tout le monde puisse profiter de ce spot, mais je sais que nous sommes très loin de ce cas de figure malgré quelques initiatives qui utilisent l'escalade pour rapprocher les jeunes Israéliens et Palestiniens, comme l'initiative « Climb4Change » à Jérusalem [leur page Facebook : <https://www.facebook.com/climb4change>, ndlr.].

Du côté de la grimper indoor, par contre, la situation est plutôt bonne. La communauté des grimpeurs est en croissance rapide, et le nombre de salles augmente : 5 nouvelles salles ont vu le jour depuis début 2014 ! Quand j'ai commencé à grimper il y a 10 ans, le niveau en Israël n'était pas très élevé et je n'avais aucun « modèle » à suivre. Aujourd'hui j'ai acquis l'expérience du circuit international, et j'espère pouvoir servir de modèle à d'autres grimpeuses qui souhaiteraient suivre cette voie ! »

Dario a 40 ans, et grimpe depuis 20 ans. Chef de mission en Palestine pour l'ONG italienne *Vento di Terra* (www.ventoditerra.org), ce « passeur d'escalade » s'attache à faire vivre ce sport en Palestine, en Israël et plus généralement au Moyen-Orient depuis 2004, après avoir commencé à grimper dans les Alpes italiennes et s'être mis à l'escalade traditionnelle il y a une dizaine d'années.

« Pour moi, grimper en Palestine signifie grimper dans l'endroit où je vis, mais également découvrir de nouveaux spots, de nouvelles cultures, un nouvel environnement. J'ai pu, grâce à l'escalade, rencontrer de nombreuses personnes, toutes très différentes les unes des autres, que ce soit en Israël ou en Palestine. En plus de la joie procurée par l'escalade en elle-même, la grimpe est pour moi un outil social qui me permet de découvrir et d'explorer des tas de situations. Car malgré la proxi-





Peinture de Banksy.
Bethléem, Territoires
palestiniens occupés.

GRIMPER UN ACTE POLITIQUE?

mité géographique, Palestiniens et Israéliens vivent dans des mondes distincts, principalement parce que les Palestiniens ne sont pas autorisés à pénétrer dans certaines zones et, dans une moindre mesure, parce que les Israéliens ne peuvent pas visiter certaines villes palestiniennes. C'est grâce à mon passeport italien et à mon visa que je peux "passer" pour aller grimper où je veux, et cela m'aide à découvrir des horizons différents et à mieux comprendre les différents points de vue.

En Israël, l'escalade est assez bien développée. Pas au même niveau que dans les pays européens bien sûr, mais les Israéliens ont quand-même accès à de bonnes structures et à des spots en extérieur, tant en Israël qu'en Cisjordanie, ou bien encore à l'étranger. La grimpe y est relativement bien structurée et le club national, l'ILCC, est reconnu au niveau international par l'UIAA. À l'inverse, pour les Palestiniens vivant en Cisjordanie, aucune structure n'existe – pas même une salle – et, jusqu'à il y a quelques mois, ils ne disposaient pas de réel accès aux falaises, alors-même que quelques grimpeurs Israéliens ont pu y équiper quelques voies. Ce sont essentiellement la présence des colonies et le contrôle des autorités israéliennes qui limitent et compliquent l'accès pour les grimpeurs Palestiniens. La majorité des Palestiniens vivant en Cisjordanie ne peut entrer en Israël ou à Jérusalem. Plus de 600 kilomètres de mur et de barrières les en empêche. Et même en Cisjordanie, les Palestiniens n'ont qu'un accès très limité – voire interdit – aux zones où se situent les spots d'escalade. La mobilité y est toujours conditionnée par le passage des *check points* militaires et il arrive que, pour aller grimper, il faille en traverser un.

Dans un mauvais jour, le *check point* peut être fermé sans raison apparente et valable, et il faut alors juste laisser tomber l'idée d'aller grimper. Malheureusement, le poids du conflit influence la vie quotidienne des personnes vivant en Israël et en Palestine, et l'escalade est juste l'une des nombreuses activités lourdement influencée par le conflit.

C'est justement en voyant cette situation qu'avec des amis nous avons décidé d'équiper quelques nouvelles falaises auxquelles les grimpeurs Palestiniens pourraient facilement accéder. Avec le projet *Wadi Climbing*, qui travaille également à l'ouverture de la première SAE palestinienne à Ramallah, on a donc mis en œuvre la promotion de l'escalade en extérieur et la formation, avec des cours pour débutants. Depuis, pas mal de personnes profitent chaque semaine des sorties en falaise ! Malheureusement, ça reste inaccessible aux habitants de la Bande de Gaza, qui est une zone sans relief dont la plupart des personnes n'ont pas le droit de sortir pour venir grimper en Cisjordanie ou en Israël. Malgré ces avancées, l'ouverture de nouvelles voies est extrêmement difficile et les risques d'amendes et de problèmes avec les autorités israéliennes dans la zone C de la Cisjordanie sont forts – et évidemment plus élevés pour les Palestiniens que pour les Israéliens. Jusqu'à présent, c'est dans la zone B que nous avons le moins de difficultés à équiper des falaises, avec l'accord des municipalités palestiniennes locales [voir la note 14 de l'article pour mieux comprendre le morcellement de la Cisjordanie en différentes zones A, B et C., ndlr.].

Presque tout ce que l'on fait en Israël ou en Palestine peut, positivement ou négativement, avoir un sens politique, même lorsqu'on ne le souhaite pas. La pratique de l'escalade devrait être déconnectée de la politique et du conflit, mais elle ne l'est pas. Quand un Palestinien ne peut aller grimper à proximité de Jérusalem ou sur une falaise en Cisjordanie parce qu'un point de contrôle de l'armée israélienne l'empêche d'y accéder, ou bien parce que la falaise est située à l'intérieur d'une colonie israélienne, l'escalade devient un problème politique. À l'inverse, certains grimpeurs Israéliens peuvent se sentir moins en sécurité lorsqu'ils viennent grimper en Cisjordanie, malgré la possibilité d'accès qui leur est donnée, et cela a aussi une signification politique. Un de mes souhaits les plus forts est bien que l'escalade n'ait pas à revêtir ce genre de signification. Ici, cela implique la fin du conflit et de l'occupation afin de garantir la liberté de circulation et d'accès aux différents espaces à tout le monde, grimpeurs ou non. »



État-Archipel de Palestine



